Japon : la fin d'un mythe ?

La place de la formation professionnelle dans un contexte économique en évolution

Japan: the end of a myth? Vocational training takes on growing importance

Japón : ¿el final de un mito ? El lugar de la formación profesional en período de crisis económica

Daisuke Sonoyama

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ries/1704>

DOI : 10.4000/ries.1704

ISSN : 2261-4265

Éditeur

France Education international

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2003

Pagination : 103-108

ISBN : 978-2-8542-0558-9

ISSN : 1254-4590

Référence électronique

Daisuke Sonoyama, « Japon : la fin d'un mythe ? », *Revue internationale d'éducation de Sèvres* [En ligne], 34 | décembre 2003, mis en ligne le 23 novembre 2011, consulté le 08 juillet 2021. URL : <http://journals.openedition.org/ries/1704> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ries.1704>

Japon : la fin d'un mythe ?

La place de la formation professionnelle dans un contexte économique en évolution

Daisuké Sonoyama

Cet article tente d'apporter un certain éclairage à la formation professionnelle initiale au Japon. Il est intéressant de savoir comment ce pays asiatique, qui a réussi à devenir économiquement l'un des pays les plus développés du monde après la deuxième guerre mondiale, s'est développé avec la formation professionnelle. Ce qui a été la clef majeure du développement économique du Japon est bien entendu la ressource humaine. La qualité de cette ressource humaine est renforcée par le système éducatif et notamment la formation professionnelle. Cependant, comme le savent les économistes, le Japon est un pays qui forme professionnellement après l'embauche dans l'entreprise et non dans le cadre d'une institution de formation. Nous pensons qu'il est important de souligner cette différence, compte tenu du système habituel de formation professionnelle en Europe.

LA FORMATION PROFESSIONNELLE DANS LE SYSTÈME ÉDUCATIF

Comme beaucoup de pays développés, le Japon est aussi un pays qui accorde plus d'importance (ou de valeur) à l'enseignement général qu'à l'enseignement professionnel. L'enseignement professionnel représentait en 2001 22,4 % de tous les élèves inscrits dans le secondaire. L'orientation se fait au moment de la fin de l'enseignement secondaire inférieur qui correspond à la fin de l'enseignement obligatoire (quinze ans). Mais il faut savoir qu'au Japon, il est courant que les jeunes poursuivent leurs études jusqu'à la fin de l'enseignement secondaire supérieur : le pourcentage de jeunes les ayant terminées était de 96,5 % en 1994.

Dans l'enseignement professionnel, il existe trois sections principales – la section agricole, la section industrielle et la section commerciale –, quatre autres sections qui sont l'industrie de la pêche, l'économie domestique, la santé et la section polyvalente et quelques filières plus spécifiques comme les langues étrangères, les sciences et mathématiques, l'éducation physique, la musique ou les arts plastiques. Les effectifs de ces différentes sections sont détaillés dans le tableau en page suivante. Nous pouvons constater que les trois quarts des effectifs sont dans la section générale. L'enseignement professionnel a une très forte proportion masculine dans les sections agriculture et industrie alors que la section commerce est majoritairement féminine (aux deux tiers). Ceci est bien entendu lié à la dominance masculine pour certains choix professionnels au sein

Effectifs selon les sections dans l'enseignement secondaire supérieur (en milliers)

Section	Total	Gén.	Agr.	Ind.	Com.	Péc.	Dom.	Santé.	Polyvalent	Autres
Total	4 855	3 603	136	426	474	14	97	24	1,3	81
Hommes	2 443	1 757	92	395	149	11	5	0,2	0,6	34
Femmes	2 412	1 846	44	31	326	2	92	24	0,7	47
Public	3 296	2 371	133	321	329	13	65	10	1,2	48
Privé	1 448	1 155	0,3	83	434	0,1	31	13	0	32

Source : Monbusho (1995).

de la société japonaise, sauf dans le secteur tertiaire comme le commerce. Même si une analyse plus précise est sans doute nécessaire, on note une tendance générale : les femmes réussissent mieux dans la filière générale sans pour autant nier la ségrégation ou l'exclusion sur le marché du travail. En ce qui concerne le pourcentage des établissements publics/privés, l'enseignement professionnel est pris en charge soit par l'État, soit par les municipalités, sauf en ce qui concerne la section commerce où les établissements publics sont en concurrence avec le privé.

Si l'on compare l'évolution des effectifs, ceux de l'enseignement général ont augmenté depuis 1971 de 58,8 % à 73,9 % en 1996. Par contre, ceux de l'enseignement professionnel ont diminué de 40 % à moins de 25 %.

Prenons pour exemple le département de Kagoshima, qui compte 1,8 million d'habitants et se place à la vingt-quatrième position dans le classement national avec ses quatorze villes et 73 308 lycéens : la moitié suivent un enseignement professionnel, soit le double de la moyenne nationale. Tout cela est lié aux choix d'orientation après l'enseignement secondaire qui connaît certaines restrictions à cause du manque d'universités dans une région où, pour ceux qui veulent rester sur place, un diplôme de l'enseignement supérieur n'apporte que peu sur le marché du travail existant. Finalement, il vaut mieux s'orienter vers l'enseignement professionnel fortement lié aux petites et moyennes entreprises de la région ou prendre la suite de ses parents comme agriculteur ou pêcheur. Même si, en moyenne nationale, 60 % de ce même groupe continuent à suivre l'enseignement post-secondaire ou supérieur, il faut bien reconnaître que les 40 % restants se lancent dans la vie active. Malgré la diminution de la demande, la formation professionnelle reste encore une institution importante dans la société de l'emploi.

HISTOIRE ET MODALITÉS D'ORGANISATION

Depuis la loi de 1947, le Japon a adopté un système 6-3-3-4 : six ans d'école primaire, trois ans de collège, trois ans de lycée et quatre ans pour l'université longue. Le Japon n'a pas introduit le système de redoublement, ce

qui fait que l'enseignement obligatoire correspond à la tranche d'âge six-quinze ans, du primaire au collège. La première orientation pour le choix de la section se fait donc à l'âge de quatorze ou quinze ans, lors de la dernière année de collège dans la préparation au concours d'entrée au lycée général ou professionnel. Dans l'enseignement professionnel, il y a eu, en 1994, la création d'une nouvelle section appelée la section « polyvalente » (*Sougougakka*). Dans l'enseignement secondaire supérieur, il existe différents types d'établissements dans la mesure où, outre les trois années d'enseignement ordinaire, les élèves peuvent choisir des établissements qui ont un programme pour plus de trois ans ou encore des établissements à modules pour les élèves à mi-temps. Il existe aussi des établissements d'éducation à distance où la durée des études est également supérieure à trois ans. Enfin, un enseignement professionnel de cinq ans appelé *Koutousenmongakkou* (collège technique) a été créé en 1962 et dispense un enseignement technique. Les élèves ayant achevé trois années d'études obtiennent un certificat de fin d'études secondaires et ceux qui en ont achevé cinq obtiennent un diplôme de fin d'études d'université courte. Depuis qu'existent de nouvelles sections comme l'industrie, la marine marchande ou l'aéronautique, il existe aussi des écoles de formation spéciale (*Senshuugakkou*) depuis 1976, qui sont d'anciennes écoles non reconnues (*Kakushugakkou*) par le ministère de l'Éducation nationale. Le taux de scolarité dans l'enseignement secondaire supérieur a été de 42,5 % en 1950, 91,9 % en 1975 et 96,5 % en 1996.

Les avatars récents de l'enseignement professionnel japonais

La proportion entre l'enseignement général et professionnel était de deux contre trois pour l'enseignement général jusqu'aux années soixante-dix ; il est désormais de trois contre quatre. Cela a poussé le gouvernement (XIV^e conseil central de l'Éducation) à créer une nouvelle section en 1994, la section polyvalente, qui accueille les élèves intéressés par la possibilité de suivre les deux sections : possibilité d'étudier la culture générale et de suivre un enseignement plus spécifique en parallèle.

Cette section a l'originalité de répondre à une nouvelle demande de la part du marché du travail en ce qui concerne, notamment, les nouvelles technologies, l'assistance sociale, le management international ou les technologies liées à l'environnement et de relier entre eux les domaines de la filière générale et professionnelle ou encore technologique.

L'ouverture de cette nouvelle section a également pour but de répondre à la demande des jeunes qui s'intéressent aux nouvelles technologies de l'information et aux nouveaux médias, à la société multiethnique ou à l'internationalisation du marché économique, à la protection de l'environnement ou à

l'assistance publique et vise à préparer le changement rapide d'une société vieillissante. Cette section a aussi l'avantage de maintenir les chances des élèves de continuer dans l'enseignement supérieur.

Depuis la fin des années soixante, moment où le Japon a connu une grande progression économique, la popularité de la formation professionnelle a chuté et les effectifs ont baissé. Depuis, le conseil central de l'Éducation s'est fixé comme objectif de diversifier les filières les plus adaptées à la demande sociale et aux changements structurels des différents secteurs de l'industrie. L'échec de la réforme de l'enseignement professionnel a dévalorisé cet enseignement : l'enseignement général occupe la première place tandis que le commerce, l'industrie, puis l'agriculture suivent par ordre décroissant. Cela signifie que l'orientation scolaire se faisait dans cet ordre hiérarchique et que les élèves qui étaient orientés vers la section agriculture pouvaient être considérés comme en échec scolaire. De plus, il y avait une étiquette collée aux établissements ou aux sections d'agriculture : les élèves inscrits y étaient considérés comme de mauvais éléments, démotivés, des voyous, des violents, pratiquant l'absentéisme et interrompant leurs études sans obtenir de diplôme.

En 1973, le ministre a créé un comité de perfectionnement pour la formation professionnelle au sein du conseil de l'Éducation, des Sciences et de l'Industrie. Ce comité a remis son rapport au ministre en 1976. Ce rapport contenait quatre recommandations : donner plus d'importance à l'enseignement de base, rendre les programmes plus flexibles, restructurer les sections et les filières et introduire un enseignement de sensibilisation professionnelle avec une expérience dans un métier. Le conseil a ensuite rédigé son rapport final en 1985. Les dernières réformes ont eu pour résultat la création de nouvelles sections ou filières, ont donné de la souplesse aux programmes pour une meilleure adaptation aux nouvelles technologies de l'information et des médias, à la biotechnologie, à l'action sociale, etc., ou encore ont introduit des matières interdisciplinaires notamment dans la section polyvalente.

LES PROGRAMMES ET LA CERTIFICATION

Les programmes de l'enseignement professionnel ont été réduits de 20 % en 1999. Il existe trente-cinq crédits (unités de valeur) au minimum dans le domaine général et vingt-cinq crédits au minimum à obtenir dans sa section spéciale (voir tableau page suivante). En général, les élèves obtiennent entre trente et cinquante crédits professionnels dans leur filière. Ces crédits professionnels sont souvent à mi-temps, suivis par un stage d'apprentissage ou une expérience de travail.

Malgré cette réduction décidée pour donner plus de souplesse aux programmes, deux nouvelles matières ont été créées : les technologies de l'information et les œuvres sociales depuis 2003.

Disciplines spéciales des différentes sections et filières

Sections	Filières
Agriculture	Agriculture, jardinage, élevage, sylviculture, ingénierie en agriculture, sciences agro-alimentaires, horticulture, économie de l'agriculture, vie et environnement.
Industrie	Mécanique, électronique mécanique, automobile, électricité, électronique, technologies de l'information, architecture, industrie d'équipement, ingénierie civile, industrie chimique, technologie des matériaux, céramique, industrie textile, décoration d'intérieur, dessin.
Commerce	Commerce général, circuit économique, économie internationale, comptabilité, informatique.
Industrie de la pêche	Pêche océanographique, ingénieur de pêche, information et communication, pisciculture, alimentation de pêche.
Économie domestique	Enseignement ménager, habillement, alimentation, formation des enseignants de crèche.
Santé	Infirmierie.

Le poids de l'enseignement général dans la formation professionnelle reste important au Japon et constitue sans doute son originalité ainsi que sa force car les entreprises japonaises préféraient, du moins jusqu'à aujourd'hui, former elles-mêmes leurs futurs employés et demandaient des connaissances et une certaine spécialité de base. C'est aussi une des raisons pour lesquelles le poids des apprentissages sous forme de stages en entreprise n'est pas aussi lourd que dans certains pays d'Europe.

L'orientation ou les débouchés de la formation professionnelle dans la vie active sont de 61 % alors que l'enseignement général atteint à peine 15 %.

PLACE ET RÔLE DE L'ENTREPRISE

Au Japon, les apprentissages dans les entreprises sont réalisés plus sérieusement après l'embauche par l'entreprise. Comme les entreprises embauchent avec un contrat à vie, elles préfèrent former elles-mêmes leurs employés à leur façon, selon leurs conditions et leurs exigences. C'est peut-être une des raisons pour lesquelles l'enseignement professionnel au Japon n'est pas spécifique à un métier précis, mais permet plutôt une grande aptitude à tous les métiers du même secteur au moins.

C'est bien là l'originalité japonaise et nous pensons que c'était jusqu'à aujourd'hui la force de la main-d'œuvre japonaise : les ingénieurs japonais des petites et moyennes entreprises avaient des employés disponibles pour des formations selon leurs besoins et la possibilité de les former à nouveau en fonction des changements de la société ou des progrès technologiques en cours de carrière.

La synthèse de ces observations après l'évolution sociale et démographique et ces dernières réformes peut se formuler ainsi : la société japonaise d'après-guerre est marquée par une réussite économique liée à l'accroissement démographique en parallèle avec l'évolution du taux d'accès à l'enseignement secondaire et notamment au supérieur, ce qui a dévalué la formation professionnelle et diminué l'accès vers l'enseignement professionnel, malgré certaines réformes et la création de nouvelles sections.

Le Japon connaît actuellement une période de changements. On assiste à une évolution des mœurs des jeunes qui ont tendance à ne plus croire à la réussite sociale via l'école, à ne plus trouver d'intérêt à l'assiduité à l'étude et au travail. Le mythe de la réussite par l'enseignement général est en train de s'estomper dans la société japonaise, à cause de la crise économique et du chômage des employés de cinquante ans alors que la réussite scolaire garantissait, jusqu'à présent, un emploi à vie.

Dans ce contexte nouveau, il y a un effet de retour vers l'enseignement professionnel où le choix d'un métier est plus assuré que dans l'enseignement général, pour certains. Cela dit, ces choix d'orientation sont certainement plus marqués pour une catégorie sociale et professionnelle spécifique et risquent de créer un écart social qui était jusqu'à ce jour moins présent au Japon qu'en Europe.

Une autre préoccupation est l'arrivée d'étrangers ou d'étrangers d'origine japonaise. Ces étrangers accomplissent les travaux manuels auxquels répugne la jeune génération japonaise de souche qu'ils remplacent. Il faut absolument revaloriser ces métiers durs, salissants et dangereux (désignés par le terme 3K au Japon) et sensibiliser les jeunes de façon efficace pour leur redonner goût à ces métiers et ces travaux.

C'est bien sûr en s'appuyant sur cette volonté qu'on pourra trouver une nouvelle ouverture et forger un nouveau mythe de réussite sociale par la formation professionnelle.

BIBLIOGRAPHIE

SHINKAI, TERADA, MATOBA (dir.) (1998) : *Gendai no Kokoukaikaku* (La réforme du lycée), Daigakuyouikushuppan.

The Tsukuba Association for International Education (1998) : *Education in Japan*, Gakken.

Ministry of Education, Science and Culture (2001) : *Statistical Abstract of Education, Science and Culture*.

KARIYA T. (1995) : *Gakkou, shokugyo, senbatu no shakaigaku* (La Sociologie de l'école, de l'emploi et de la sélection), Tokyo University Press.